Options pour l'intégration de l'éducation sur le VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire

WFP
Programme Alimentaire Mondial
PAM

Options pour l'intégration de l'éducation sur le VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire

Objectif

Le présent document a pour but d'apporter des précisions à l'intention des responsables de l'activité alimentation scolaire et de l'activité VIH/SIDA sur la façon de procéder pour intégrer des actions de sensibilisation et d'éducation en matière de prévention du VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire. Il propose à cet effet un panel d'options. Les bureaux nationaux pourront choisir les activités qui correspondent à leurs besoins et à leur situation, ainsi qu'à leur capacité à entreprendre des activités concernant le VIH/SIDA. Le processus d'intégration de la problématique VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire est différent d'un Bureau de Pays à l'autre : certains pourraient être déjà bien avancés, tandis que d'autres ne font que commencer.

Le présent document s'articule autour des sections suivantes: grandes lignes d'action; principales questions à poser; partenaires spécifiques à approcher; principes directeurs; exemples des meilleures pratiques. On y trouvera aussi quelques suggestions pour commencer cette nouvelle tâche, un glossaire pour la compréhension et la familiarisation aux nouveaux concepts, et d'autres références documentaires sur le VIH/SIDA.

Qu'entend-on par "sensibilisation et éducation en matière de prévention du VIH/SIDA"?

La sensibilisation et l'éducation en matière de prévention du VIH/SIDA consistent à promouvoir la santé et à prévenir la maladie en apportant les connaissances, les compétences et les moyens qui permettent d'encourager et de perpétuer les comportements qui réduisent les risques, améliorent la prise en charge et atténuent l'incidence de la maladie (UNICEF, 2003). Il est essentiel pour les générations futures que les enfants ne contractent pas le VIH, mais cela n'est possible que s'ils comprennent comment le virus se transmet et comment s'en protéger. Il faut informer les enfants et les jeunes sur le VIH/SIDA et leur apprendre à mettre en pratique ces connaissances: négociation, résolution des conflits, pensée critique, prise de décisions et communication. Ces compétences renforcent la confiance en soi chez les jeunes et leur aptitude à faire des choix éclairés, tel que retarder les premiers rapports sexuels jusqu'à ce qu'ils soient assez mûrs pour se protéger contre le VIH. La sensibilisation et l'éducation en matière de prévention du VIH/SIDA doivent être effectuées au tout début de l'adolescence (entre 10 et 14 ans) car des études ont révélé que c'est le meilleur âge pour inculquer des modèles durables d'un comportement sain. Une action plus soutenue de sensibilisation et de prévention du VIH pourrait protéger 29 millions de personnes contre l'infection d'ici à 2010 et faire chuter d'un quart les taux d'infection par le VIH chez les jeunes (UNICEF, 2003).

Qu'entend-on par "intégration des actions de sensibilisation et d'éducation en matière de prévention du VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire"?

Il s'agit du processus par lequel le PAM prend l'initiative d'établir un partenariat avec le gouvernement, les agences des Nations Unies et les ONGs pour s'assurer que la sensibilisation et l'éducation en matière de prévention du VIH/SIDA sont incorporées dans les programmes d'alimentation scolaire. Cela se fait en fonction du contexte de chaque pays et les stratégies nationales sur le VIH/SIDA. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent servir de plate-forme pour les campagnes de sensibilisation et d'éducation à la prévention de partenaires appropriés, de la même manière que l'éducation nutritionnelle et les traitements anthelminthiques sont concomitants aux nombreux programmes d'alimentation scolaire en cours.

Pourquoi est-il si important que le PAM prenne part aux actions de prévention du VIH/SIDA?

- Parce que le PAM est présent au bon endroit et au bon moment pour agir. Tant dans les pays à haute prévalence que dans ceux à faible prévalence, les taux d'infection les plus faibles se trouvent fréquemment chez les jeunes âgés de 5 à 15 ans – précisément le même groupe auquel sont destinés nos programmes d'alimentation scolaire.
- L'éducation en matière de prévention fournit aux nouvelles générations les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour se protéger contre toute contamination future par le VIH/SIDA.
- La lutte contre le VIH/SIDA est l'une des priorités du PAM, ainsi que l'a déclaré son Directeur exécutif.
- Le PAM est l'une des institutions qui co-parrainent l'ONUSIDA. A ce titre, il travaille en collaboration avec d'autres organismes associés comme lui à l'ONUSIDA, tant au niveau du siège que dans les pays, pour tenter d'éviter la propagation du VIH/SIDA dans le monde, de soigner ceux qui sont déjà infectés et d'atténuer l'impact de l'épidémie.
- Les programmes d'alimentation scolaire constituent un cadre idéal pour intégrer les interventions liées au VIH/SIDA dans les activités du PAM.
- Le VIH est directement lié à notre travail, et nos programmes offrent un moyen unique d'unir nos efforts à ceux de nos partenaires dans la lutte contre l'épidémie.
- Les enfants sont notre meilleur espoir d'enrayer la propagation du VIH/SIDA. C'est pour cela qu'il est vital de leur apprendre à se protéger contre le virus.

Quel est le rôle du PAM?

En tant qu'organisation du système des Nations Unies spécialisée dans l'aide alimentaire, le PAM a pour mission d'utiliser les vivres dont il dispose pour répondre aux besoins liés à des situations d'urgence et appuyer le développement économique et social. Les programmes d'alimentation scolaire contribuent à cette mission en permettant aux enfants d'aller à l'école et de mieux se nourrir. Les programmes d'alimentation scolaire sont à l'origine de solides relations de travail avec les gouvernements, les ONGs locales et internationales et d'autres organismes des Nations Unies. En tant que leader dans le domaine de l'alimentation scolaire et co-parrain d'ONUSIDA, le PAM a la responsabilité de s'assurer que les interventions liées au VIH/SIDA soient incorporées à ses activités d'aide alimentaire. La priorité du PAM et son rôle consistent à soutenir, à encourager et à aider ses partenaires, qu'il s'agisse de gouvernements, d'organismes des Nations Unies ou d'ONGs, à mettre en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la prévention du VIH/SIDA dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire.

La collaboration et le partenariat sont essentiels. Les compétences premières du PAM relevant du domaine de l'aide alimentaire et de la logistique, le PAM doit travailler avec les organisations qui apportent les compétences et l'expertise complémentaires afin de développer des activités de sensibilisation et de prévention sur le VIH/SIDA. Les partenariats jouent donc un rôle essentiel dans les programmes d'alimentation scolaire du PAM. A titre d'exemple, les gouvernements assurent habituellement la supervision des programmes d'alimentation scolaire et facilitent leur mise en œuvre; les ONGs les exécutent avec une attention particulière sur la mobilisation des collectivités et le suivi des activités, tout en apportant des ressources complémentaires ; les agences des Nations Unies fournissent une expertise technique. De fait, les partenariats sont un atout majeur pour le PAM dans la mesure où ils lui permettent à la fois de mettre en œuvre ses programmes d'alimentation scolaire, de distribuer des vivres et d'apporter une assistance technique.

Que doit faire le PAM?

Grandes lignes d'action

- Le personnel du PAM doit comprendre les politiques existantes dans le pays, les acteurs, ainsi que les interventions en matière de sensibilisation et de formation à la prévention du VIH/SIDA, et présenter le PAM comme un partenaire fiable et motivé dans la lutte contre la pandémie.

- Planifier et coordonner l'action avec les ministères, notamment le ministère de l'éducation, le ministère de la santé, les comités nationaux chargés de la lutte contre le SIDA et les collectivités locales, incluant les services chargés de l'éducation au niveau du district, en vue d'intégrer les activités liées au VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire.

- Mettre en place des partenariats avec l'UNICEF, l'UNESCO, l'ONUSIDA, l'UNFPA et d'autres agences pour élaborer et appliquer un programme d'action commun. Veiller à inscrire celui-ci dans l'UNDAF.

- Développer les possibilités qu'offrent les ONGs partenaires telles que *World Vision* et CARE pour inclure les activités liées au VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire.

- Etudier les possibilités de partenariat avec d'autres organisations, par exemple les organisations communautaires et les ONGs ayant une expertise dans le domaine du VIH, qui sont présentes au niveau local mais avec lesquelles le PAM ne travaille pas encore. Souvent, ces organisations travaillent déjà auprès des écoles et de la collectivité ; avec un soutien, elles pourraient mettre en œuvre des activités concernant le VIH/SIDA au niveau des écoles.

- Collaborer avec le gouvernement et d'autres partenaires pour répondre aux besoins des orphelins et des enfants vulnérables pour les aider à rester scolarisés.

- Identifier les écoles qui mènent une action pédagogique efficace et innovante dans le domaine du VIH/SIDA et travailler avec les autorités locales pour transposer ces modèles au sein de la communauté.

- Utiliser les structures liées à l'école comme les associations de parents et d'enseignants et les conseils d'école pour toucher la collectivité et la sensibiliser au problème du VIH/SIDA.

- Rassembler et mettre à la disposition des écoles du matériel sur le VIH/SIDA tels que vidéos, affiches et brochures, déjà mis au point par d'autres organismes tels que le Ministère de la santé, l'UNICEF et l'UNESCO.

Comment le PAM peut-il faire tout cela?

Le PAM peut prendre une part active à la lutte contre le SIDA. Sans financer directement les programmes, il peut toutefois mettre en place des partenariats, renforcer la coordination entre les intervenants et catalyser le démarrage des activités.

Pour commencer

Réunir des informations et créer des partenariats

- Examiner les activités en cours dans le pays en ce qui concerne le VIH/SIDA. Recenser rapidement les activités de sensibilisation et de prévention du VIH/SIDA pour savoir ce qui a déjà été fait au niveau du gouvernement/Ministère de l'éducation/autorités locales, ce qui est prévu pour l'avenir et qui sont les principaux intervenants (agences des Nations Unies, ONGs, donateurs, chercheurs et autres). S'appuyer sur l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV), ainsi que sur les rapports de l'ONUSIDA, de l'OMS, des autorités nationales et des ONGs pour se faire une idée précise des activités de sensibilisation et de prévention concernant le VIH/SIDA en cours dans le pays.

- Prendre part aux travaux de commissions chargées par exemple des orphelins et des enfants vulnérables, de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant, ainsi qu'à certains groupes thématiques des Nations Unies et autres équipes nationales pour affirmer la présence du PAM et renforcer ses relations avec les agences des Nations Unies.

- Initier une réunion avec les représentants du Ministère de l'éducation pour développer un consensus et une entente mutuelle autour des actions à entreprendre et les modalités d'une coopération entre le PAM et le Ministère de l'éducation ayant pour but d'intégrer la prévention du VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire.

- Organiser un atelier d'un jour avec les agences des Nations Unies et les ONGs pour faire le point et échanger des idées sur les actions de sensibilisation et d'éducation en matière de prévention du VIH/SIDA dans le pays et étudier les possibilités de collaboration et de partenariat. Inviter les ONGs qui ont de l'expérience en s'occupant plus particulièrement des orphelins et des enfants vulnérables ainsi que des jeunes en général dans le contexte du VIH/SIDA et réfléchir à la façon dont on peut tirer parti de leur expérience pour intégrer la problématique du VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire.

Par la suite

Agir au niveau des écoles

- Enquêter pour savoir ce qui se fait déjà au niveau des écoles pour intégrer la question du VIH/SIDA à l'enseignement. Coopérer avec le gouvernement pour faire en sorte que les écoles qui font un bon travail d'information auprès de leurs élèves puissent servir de modèles au reste du pays grâce à un système de visites et d'échanges.

- Financer la duplication de documents d'information sur le VIH/SIDA à distribuer aux enseignants. Il est important de s'assurer que la documentation et les moyens d'information utilisés soient compatibles avec la vision qu'a le Ministère de l'éducation en matière de VIH/SIDA. S'il existe une documentation officiellement approuvée, on pourra la faire diffuser plus largement et donc en renforcer l'impact, en donnant un peu d'argent pour l'impression ou en facilitant la distribution.

- Distribuer de la documentation et d'autres supports d'information sur le VIH/SIDA aux écoles et aux enseignants par l'intermédiaire des systèmes de distribution mis en place par le PAM. Il faudrait que le PAM se renseigne auprès de l'UNESCO, de l'UNICEF et d'autres experts qui ont déjà mis au point des outils de communication bien conçus et efficaces, et qu'il s'en procure un certain nombre pour les donner aux enseignants dans les écoles où il distribue l'aide alimentaire.

- Identifier les écoles qui mènent déjà une action en direction des communautés pour prévenir le VIH/SIDA, et développer les activités sur la base de ces structures communautaires en place. Par exemple, dans certains pays, les écoles sont aussi le lieu où l'on se retrouve pour suivre des cours de formation extrascolaire, des manifestations sur le thème du VIH/SIDA, des pièces de théâtre populaire, des réunions, etc.

- Plaider pour la mise en place de programmes de formation aux techniques de sensibilisation et d'information sur le VIH/SIDA à l'intention des enseignants, des superviseurs et des fonctionnaires de l'État, en coopération avec le gouvernement et d'autres partenaires tels que l'UNICEF.

Collaborer avec les autorités nationales et locales et le Ministère de l'éducation

- Encourager les responsables du Ministère de l'éducation à se rendre dans d'autres pays où la question du VIH/SIDA, les compétences pratiques et la problématique hommes-femmes font déjà partie du programme national d'enseignement, pour mieux comprendre comment ils pourraient accélérer le processus dans leur propre pays. Ces visites d'échanges apporteraient un enseignement précieux et des éléments de réflexion.

- Travailler auprès des responsables de l'éducation au niveau du district et les aider à organiser des rencontres, des manifestations et des représentations théâtrales sur le thème du VIH/SIDA pour sensibiliser l'opinion publique et les parents et mobiliser leur soutien. En tant que représentants des collectivités, les conseils d'école et les associations de parents et d'enseignants jouent un rôle décisif dans la mobilisation des parents et des communautés.

Élargir son champ d'action pour travailler avec les collectivités

- Le PAM devrait identifier les organisations qui effectuent des activités d'alphabétisation des adultes et considérer les possibilités de partenariats dans lesquels l'éducation en matière de VIH/SIDA est intégrée dans leurs programmes d'enseignement. Un complément d'aide alimentaire apportée par le PAM pourrait encourager les gens à y assister.

- Rechercher d'autres moyens d'utiliser les écoles pour toucher la population et lui apporter un soutien en ce qui concerne le VIH/SIDA. Par exemple, les enseignants peuvent informer les parents sur les actions de sensibilisation et de prévention et les associer à l'enseignement que leurs enfants reçoivent à l'école.

Rechercher des approches novatrices

- Collaborer avec le Peace Corps et d'autres organisations de volontaires. Le Peace Corps dispose de volontaires dans les écoles et dans les dispensaires ruraux de presque tous les pays où le PAM intervient. Le PAM pourrait donc travailler avec eux sur le problème de la prévention du VIH/SIDA dans le cadre de l'alimentation scolaire et entreprendre des activités complémentaires telles que le jardinage, l'élevage et les activités génératrices de revenus pour venir en aide aux orphelins et aux enfants vulnérables.

- Encourager et faciliter les partenariats entre les écoles, le Ministère de la santé, les dispensaires et les hôpitaux, qui permettront non seulement de mieux intégrer les activités d'information sur le VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire, mais aussi d'atteindre la collectivité. Par exemple, les établissements de santé disposent de matériel pédagogique tel que vidéos, affiches et brochures que les enseignants peuvent utiliser en classe, les travailleurs de la santé peuvent venir faire des exposés dans les écoles ou s'entretenir avec les élèves et les parents au sujet du VIH/SIDA, et le Ministère de la santé peut organiser des rencontres et des manifestations autour du VIH/SIDA dans les écoles.

Un pas de plus en avant

Les orphelins et les enfants vulnérables

- Soutenir le gouvernement dans la mise au point des stratégies d'éducation visant à assurer l'intégration, la promotion et la mise en place de l'enseignement primaire gratuit et des opportunités d'apprentissage extrascolaire qui fournissent une éducation de base à tous les enfants, y compris les orphelins et les enfants vulnérables.

- Coopérer avec les services scolaires, les associations de parents et d'enseignants et les commissions scolaires consultatives au niveau du district pour mettre en œuvre des mesures de soutien en faveur des orphelins et des enfants vulnérables. L'exonération des frais de scolarité ou leur allégement grâce à des subventions, l'octroi de bourses, la distribution de rations alimentaires à emporter ou quelques combinaisons de ces derniers, pourrait permettre à ces enfants de rester scolarisés.

- Oeuvrer aux côtés des ONGs et du Ministère de l'éducation pour améliorer l'accès des enfants vulnérables, des orphelins et des jeunes non scolarisés à diverses formes d'enseignement non formelles telles que la formation professionnelle, l'acquisition de compétences pratiques et les activités génératrices de revenus. Il est indispensable de donner aux orphelins et aux enfants vulnérables la possibilité d'acquérir des compétences lorsqu'ils ne sont pas en mesure de fréquenter l'école formelle en raison des conséquences du VIH/SIDA pour leur famille et pour eux-mêmes.

- Identifier quelles ONGs travaillent avec les commissions scolaires, les structures communautaires traditionnelles ou bien les associations de parents et d'enseignants, les associations de mères, etc.. Ces groupes peuvent être utilisés pour toutes sortes d'activités liées à l'école telles que la recherche des orphelins et des enfants déscolarisés, la distribution aux familles vulnérables des rations alimentaires à emporter, l'information de la population sur le VIH/SIDA et l'enseignement extra scolaire. Ces ONGs pourraient être d'excellentes partenaires.

Principales questions à poser aux gouvernements, aux agences des Nations Unies et aux ONGs

- Les enseignants et d'autres agents de l'état ont-ils reçu une formation en matière de VIH/SIDA? Si tel n'est pas le cas, est-il prévu de leur en donner une? Si une formation a été dispensée, quel en était le contenu? A-t-on abordé tous les aspects de la question ou y a-t-il encore des lacunes à combler?

- L'éducation sur le VIH/SIDA fait-elle partie des programmes scolaires? Si tel est le cas, cet enseignement débute-t-il à l'école primaire? A quel âge?

- Le gouvernement dispose-t-il de manuels sur le VIH/SIDA qui puissent compléter le programme scolaire? Ont-ils été distribués aux enseignants?

- Les enseignants disposent-ils d'autres matériels didactiques sur le VIH/SIDA tels que supports visuels, vidéos, affiches et brochures pour les aider à dispenser l'enseignement sur le sujet? Si tel n'est pas le cas, où le PAM peut-il se procurer ces matériels pour les distribuer aux enseignants?

- Y a-t-il des écoles qui puissent servir de modèles pour l'éducation sur le VIH/SIDA?

- Y a-t-il des clubs SIDA dans les écoles? Le gouvernement encourage-t-il la création et les activités de ces clubs?

- Parmi nos partenaires actuels, quels sont ceux qui disposent de compétences dans les domaines du VIH/SIDA et de l'enseignement primaire?

- Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour tenter d'atteindre les communautés par le biais de l'école, à l'exemple de l'enseignement/formation non scolaire à l'intention des jeunes non scolarisés ou des adultes, en offrant un soutien aux orphelins ou aux activités génératrices de revenus? Les écoles sont-elles utilisées pour assurer certains services ou tenir des réunions de sensibilisation et des réunions communales au sujet du VIH/SIDA?

- Certaines écoles peuvent-elles servir de modèle pour les activités d'information et de sensibilisation de la collectivité en ce qui concerne le VIH/SIDA?

- Les autorités organisent-elles des manifestations locales autour du VIH/SIDA?

- Existe-t-il des programmes nationaux consacrés aux orphelins et aux enfants vulnérables?

- Qui sont les autres partenaires du gouvernement dans le domaine du VIH/SIDA et que font-ils?

Principes directeurs

- Prendre conscience de l'importance du rôle que le PAM peut jouer dans la lutte contre le VIH/SIDA.

- S'assurer que les activités d'information sur le VIH/SIDA sont compatibles avec les grandes orientations du gouvernement.

- Lancer des activités pilotes dans le cadre des programmes en cours.

- Etablir de nouveaux partenariats et renforcer ceux qui existent déjà afin d'intégrer l'éducation sur le VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire.

- Etudier les moyens et niveaux d'intervention possibles avec de nouveaux partenaires tels que d'autres agences des Nations Unies et les ONGs pour mener des activités d'éducation en matière de prévention du VIH/SIDA dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire.

- Développer les partenariats existants pour inclure des activités liées au VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire.

- Renforcer les partenariats avec les autorités afin d'utiliser les écoles, par-delà l'alimentation scolaire, pour atteindre les communautés et les soutenir.

- Initier des échanges de vues périodiques avec les partenaires afin de faciliter des actions rapides, surmonter les obstacles et aller de l'avant.

- Faire preuve de souplesse et tenir compte du point de vue des partenaires dans la gestion des problèmes.

- Impliquer les jeunes et les parents comme participants et décideurs, et faire un effort pour soutenir les enseignants.

- Mettre à profit les expériences, les compétences et les ressources d'autres organisations et partenaires pour parfaire l'intégration des activités liées au VIH/SIDA dans les programmes d'alimentation scolaire.

Exemples des meilleures pratiques

PAM/Ouganda: le PAM et le HCR

Le PAM et le HCR agissent de concert dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire depuis 2001 et dans celui des opérations « vivres pour la formation » (VPF) depuis 2002. Ce partenariat repose sur une approche multisectorielle intégrée qui met l'accent sur l'autonomie, les situations d'urgence et les activités liées à l'environnement. Les personnes vivant avec le VIH/SIDA, les jeunes scolarisés ou non, les mères déscolarisées, les malades de la tuberculose et les adultes exposés à l'insécurité alimentaire sont ciblés. Le HCR distribue des vivres dans les écoles qui appliquent des programmes d'alimentation scolaire et forment des pairs éducateurs pour offrir un modèle de conduite pour les élèves. Dans le cadre du programme « vivres pour la formation », le PAM fournit des denrées alimentaires aux programmes d'alphabétisation pour adultes financés par le HCR, dans lesquels ont été inclus des cours de sensibilisation au VIH/SIDA. La synergie entre les deux organisations et leurs activités dans ce domaine est importante. D'après le HCR, la raison de ce succès tient à la fois à la souplesse dont font preuve les deux partenaires et au fait qu'ils ont au préalable défini d'un commun accord leurs rôles et leur stratégie de coopération.

PAM/Lesotho: L'école de Katlehong, l'école modèle du district de Thaba Tseka

Katlehong School, dans le district de Thaba Tseka au Lesotho, est une école modèle non seulement pour son programme d'éducation sur le VIH/SIDA, mais aussi pour l'aide qu'elle apporte aux orphelins et aux enfants vulnérables et l'accès qu'elle offre aux communautés à travers l'école. L'école de Katlehong dispense des cours sur le VIH/SIDA à tous les écoliers de la première à la septième année; dès la cinquième année, l'école leur inculque également les compétences dont ils ont besoin pour mettre ces connaissances en pratique. De l'avis des enseignants et du principal, "les enfants forment un pont entre l'école et la collectivité" et il est donc impératif qu'ils soient bien informés au sujet du VIH/SIDA de manière à ce qu'ils puissent se protéger eux-mêmes contre l'infection et éduquer à leur tour leurs familles. L'école dépasse les frontières de l'enseignement en salle, et elle n'autorise pas le manque de moyens de l'arrêter dans sa mission d'éduquer ses élèves.

L'école organise avec le Peace Corps des ateliers en plein-air sur le VIH/SIDA pour les élèves de septième année, auxquels des intervenants extérieurs tels qu'infirmières, policiers et membres de la Croix-Rouge sont invités pour prendre la parole sur le sujet. Les enseignants sont aussi capables d'improviser et confectionnent eux-mêmes leur matériel pédagogique sur le VIH/SIDA.

L'école de Katlehong apporte aide et assistance aux orphelins et enfants vulnérables. De sa propre initiative, elle a pris contact avec la Croix-Rouge, et elle met en œuvre actuellement un projet de jardin scolaire pour aider ces enfants. Les orphelins mettent en pratique ce qu'ils auront appris à travers le projet de jardins scolaires et aménagent leur propres cultures chez eux. L'école de Katlehong a contacté d'autres écoles locales afin de les encourager à entreprendre le même type de projet de jardin scolaire pour aider leurs orphelins.

L'école de Katlehong travaille en collaboration avec le Peace Corps pour distribuer des vêtements aux orphelins dans l'ensemble du district.

PAM/Lesotho: le PAM et les autorités locales

Le PAM travaille en partenariat avec les bureaux du ministère de l'éducation au niveau de tous les districts pour mettre en œuvre les programmes d'alimentation scolaire. Le gouvernement a un système national de bourses auquel le PAM s'est associé. L'enseignement est gratuit de la première à la quatrième année, et les bourses sont octroyées à partir de la cinquième année, mais le payement des frais de scolarité est encore nécessaire. Dans le district de Mohales Hoek, le PAM et le bureau local des affaires scolaires agissent en partenariat dans le cadre du système de bourses pour aider les orphelins et les enfants vulnérables en leur fournissant les uniformes et les manuels scolaires. Les autorités ont demandé au PAM s'il pouvait compléter ce dispositif en distribuant également une aide alimentaire aux boursiers. La collaboration entre le bureau local des affaires scolaires et le PAM fonctionne bien jusqu'à présent. L'an dernier, sur 1 000 demandes, 600 bourses ont été accordées à des orphelins et enfants vulnérables de la cinquième à la neuvième année. Tous les orphelins qui en avaient fait la demande ont obtenu une bourse. L'école travaille avec les commissions consultatives scolaires pour sélectionner les élèves nécessiteux éligibles pour une bourse. Ces commissions conseillent les professeurs principaux sur la gestion des écoles. Elles se composent d'un professeur principal, d'un notable et de représentants des parents et de l'église, tous choisis par le Ministère de l'éducation. Ce sont elles qui planifient, coordonnent et mettent en oeuvre toutes les activités en rapport avec l'école. Elles constituent l'un des moyens par lesquels les écoles impliquent la communauté dans l'assistance aux orphelins et aux enfants vulnérables, et elles jouent un rôle très important dans l'identification des élèves susceptibles de bénéficier d'une bourse.

PAM/Ouganda: la Straight Talk Foundation, un partenaire potentiel pour le programme d'alimentation scolaire:

La *Straight Talk Foundation* (STF) est une ONG animée par des adolescents et qui mène une action d'information et de communication dans le domaine de la santé en Ouganda. Elle n'a pour le moment aucune relation de travail avec le PAM, mais elle offre des perspectives très prometteuses de partenariat. Pionnière de la communication sur la santé, la sexualité et la procréation à l'intention d'un public adolescent en Ouganda, STF publie plusieurs journaux, dont *Young Talk* qui s'adresse aux élèves du primaire, ainsi que *Teacher Talk* pour les enseignants du primaire, et *Farm Talk*, qui traite de l'agriculture et des compétences pratiques à l'usage des enfants. Conjointement avec le Ministère de l'éducation, STF a mis au point un manuel sur le VIH/SIDA destiné aux enseignants du primaire. Cette fondation pourrait être un excellent partenaire en raison de l'expérience étendue qu'elle a acquit en travaillant avec le gouvernement, pour intégrer l'éducation sur le VIH/SIDA dans l'enseignement primaire; ses réalisations dans le domaine de la communication sur la santé constitueraient un atout pour les programmes d'alimentation scolaire du PAM.

PAM/Madagascar

Le bureau du PAM à Madagascar a abordé le thème du VIH/SIDA en 2001. Malgré la situation du pays, caractérisée par une faible volonté politique, une grave méconnaissance du problème du VIH/SIDA —le taux de prévalence était inférieur à 1 pour cent— et le peu de moyens disponibles, le bureau du PAM s'est lancé dans la lutte contre l'épidémie. Pour commencer, il a rejoint le groupe thématique des Nations Unies et d'autres groupes de travail existants pour s'informer sur la situation à Madagascar et voir comment le PAM pourrait contribuer à la stratégie pour ce pays. Le PAM/Madagascar a passé en revue ses programmes en cours, à la recherche d'activités qui pourraient servir de plate-forme pour des interventions sur le VIH/SIDA et il a retenu i) les activités d'alimentation scolaire : promouvoir l'éducation sur le VIH/SIDA dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire, et ii) les activités vivres-contre-travail (VCT) : former les moniteurs de l'aide alimentaire et les employer dans des séances de sensibilisation au cours des activités VCT. Le PAM a discuté ces options avec les autres membres du groupe thématique qui ont accepté de travailler sur un projet commun. Le PAM a rédigé la proposition de projet, laquelle associe l'expertise et les ressources du PAM à celles des autres organismes des Nations Unies, pour réaliser un objectif commun. Le PAM a commencé par dresser un inventaire de tout le matériel et de tous les outils disponibles pour des activités de sensibilisation et d'éducation à la prévention du VIH/SIDA, en privilégiant ceux qui peuvent être adaptés pour un usage dans les écoles. Les outils mis au point par l'UNICEF et l'UNFPA seront revus et étoffés pour servir à la formation des enseignants dans les zones d'intervention du PAM. Bien qu'il ait dû s'en tenir, au départ, aux ressources et aux programmes existants, le PAM Madagascar a depuis lors reçu un modeste financement pour ce projet.

Quelques suggestions à l'intention des responsables de cette nouvelle tâche

- Informez-vous sur ce que l'on attend de vous dans vos nouvelles fonctions de responsable des activités liées au VIH/SIDA et/ou à l'alimentation scolaire.

- Commencez par tenir une réunion sur le VIH/SIDA et l'alimentation scolaire avec des cadres et décideurs du PAM dans votre bureau. Discutez la façon dont votre équipe entend intégrer les activités liées au VIH/SIDA dans les programmes en cours et identifiez vos priorités. Il est important qu'ils apprécient votre nouveau rôle et responsabilités car vous aurez besoin de leur soutien ultérieurement.

- Informez régulièrement vos interlocuteurs au siège et au bureau régional de vos activités afin qu'ils puissent fournir les informations et le soutien dont vous avez besoin. Etablissez des contacts avec les personnes qui peuvent vous assister à ces deux niveaux.

- Demandez que les activités liées à la sensibilisation et la prévention en matière de VIH/SIDA soient mentionnées dans votre description de poste.

- Mettez sur pied un réseau avec vos collègues locaux et internationaux pour soutenir les activités de sensibilisation et de prévention dans le domaine du VIH/SIDA.

Financement

Il est possible de mettre en œuvre sans financement supplémentaire bon nombre des interventions possibles mentionnées ci-dessus. L'éducation sur le VIH/SIDA doit être intégrée aux programmes d'alimentation scolaire en cours, s'appuyant sur les activités déjà opérationnelles. Certaines activités telles que la formation des enseignants ou la reproduction de la documentation, peuvent néanmoins demander quelques ressources supplémentaires. Lorsque ces activités sont menées conjointement avec d'autres organismes, les partenaires peuvent fournir l'essentiel des fonds. Dans les cas spécifiques où il n'y a aucun partenaire, le PAM aura besoin de trouver les ressources supplémentaires. Il faudra explorer les possibilités que peuvent offrir le bureau du PAM dans le pays et les partenaires locaux. Beaucoup de ressources affectées à la lutte contre le VIH/SIDA attendent d'être utilisées: les bureaux nationaux doivent donc se renseigner pour savoir quels sont les financements disponibles localement et comment faire pour en bénéficier.

Si vous ne trouvez pas les ressources localement, explorez les possibilités avec votre bureau régional. Si cette piste ne donne rien non plus, les unités chargées de l'alimentation scolaire et du VIH/SIDA au siège pourront peut-être vous aider. Exposez-leur clairement vos besoins et soyez raisonnable dans vos estimations.

Autres ressources sur le VIH/SIDA

UNESCO et OMS

- Le kit pédagogique intitulé *Resource Package for School Health Education to Prevent AIDS and STDs* (en anglais seulement) comprend un manuel pour les responsables de l'élaboration des programmes scolaires, un recueil d'activités à proposer aux élèves et un guide pour les enseignants. Il a été conçu comme une aide à la planification de programmes éducatifs sur le VIH/SIDA et les maladies sexuellement transmissibles pour les élèves de 12 à 16 ans. Le manuel retrace les grandes étapes de la mise au point des programmes; le recueil d'activités comprend 53 questionnaires répondant à un large éventail d'objectifs pédagogiques en rapport avec le VIH/SIDA et les maladies sexuellement transmissibles; le guide de l'enseignant contient des instructions se rapportant à chacune des activités proposées ainsi que des informations générales concernant la pédagogie de la prévention axée sur le VIH/SIDA et les maladies sexuellement transmissibles.

- *Accorder la priorité à un programme efficace de santé scolaire: l'initiative FRESH pour améliorer la qualité et accroître l'équité dans le domaine de l'éducation*, brochure publiée par l'UNESCO, l'UNICEF, l'OMS et la Banque mondiale à la suite du Forum mondial sur l'éducation qui s'est tenu à Dakar en 2000. Y sont exposés les raisons à l'origine du partenariat établi dans le cadre de l'initiative FRESH (en anglais: *Focusing Resources on Effective School Health—FRESH*).

- *Santé et nutrition en milieu scolaire, Dakar 2000—Études thématiques*, ouvrage publié par l'UNESCO et coordonné par l'OMS pour le Forum mondial sur l'éducation. Cette étude thématique s'appuie sur des travaux de recherche et sur l'expérience des pays pour démontrer que la mise en place d'un programme général de santé, d'hygiène et de nutrition en milieu scolaire est un moyen efficace d'améliorer l'état de santé des élèves et par conséquent leurs résultats scolaires. En outre, lorsqu'il est soutenu par des partenariats avec les communautés, un tel programme bénéficie non seulement aux écoliers, mais aussi au personnel enseignant, aux familles et à l'ensemble de la collectivité.

  Ces documents sont disponibles en anglais à l'adresse indiquée ci-dessous, et pour leur version en français sur les pages correspondantes du site:
  http://portal.unesco.org/en/ev.php@URL_ID=2297&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=-465.html

UNICEF

- On peut trouver une série de documents et d'informations concernant l'éducation à la prévention du VIH/SIDA et les compétences de base sur le site de l'UNICEF à l'adresse: www.unicef.org

UNIFEM

- Sous le titre *Genre, VIH et droits humains: manuel de formation*, de M.B. Nath (2000), sont réunis plusieurs modules de formation dont le but est de mieux faire prendre conscience des spécificités de chaque sexe dans la problématique du VIH/SIDA. Disponible à l'adresse: www.unifem.undp.org/public/hivtraining

Autres

- Le module de formation *Parcours* (version française de *Stepping Stones*), créé par Alice Welbourn, traite des rôles sexuels, du VIH, de la communication et des compétences relationnelles, et vise à induire une remise en cause collective des inégalités entre hommes et femmes et entre générations. Pour en savoir plus sur les versions traduites, sur l'utilisation qui a été faite de cet outil et sur les résultats obtenus, voir le site: www.steppingstonesfeedback.org. On peut se procurer *Parcours* en s'adressant à TALC, PO Box 49, St Albans, Herts, AL1 5TX, Royaume-Uni, ou sur le site: www.talcuk.org.

- *Gender or Sex: Who Cares? Skills-Building Resource Pack on Gender and Reproductive Health for Adolescents and Youth Workers* (en anglais seulement) est un outil de formation mis au point par Maria de Bruyn et Nadine France (2001). Il propose une série d'ateliers participatifs plus particulièrement axés sur la violence, les infections sexuellement transmissibles et le VIH, les grossesses indésirables et l'avortement dans des conditions dangereuses. On peut télécharger le document à l'adresse: www.ipas.org/pdf/GenderBook.pdf et se procurer les fiches pédagogiques ainsi que les présentations pour rétroprojection en envoyant un courrier électronique à wardk@ipas.org.

- *Lessons Learned in Mainstreaming HIV/AIDS*: Flyers 1,2,3,4,5,6,7 and 8. Oxfam (2001) (en anglais seulement). Oxfam, Malawi. www.oxfam.org.uk
  À partir d'un cas concret, celui du Malawi, cette série de fiches constitue une réflexion sur la façon dont une organisation peut entreprendre d'intégrer la problématique du VIH/SIDA dans son action sans en changer fondamentalement le cours. La fiche 1 décrit le processus systématique qui a permis à Oxfam d'intégrer la lutte contre le VIH/SIDA dans son programme au Malawi et les enseignements qui ont été tirés de cette expérience. La fiche 2 illustre la démarche adoptée dans la pratique. La fiche 3 étudie les différents moyens de sensibiliser les intervenants aux conséquences que peut avoir pour eux l'épidémie, sur le plan personnel et sur le plan professionnel. La fiche 4 montre comment le personnel et les organisations sont affectés par le VIH/SIDA et décrit les meilleures pratiques à adopter ainsi que le cadre juridique le plus approprié pour mettre en œuvre des mesures réalistes et bien fondées sur le lieu de travail. La fiche 5 met l'accent sur l'importance que revêtent les travaux de recherche menés localement pour comprendre les effets de l'épidémie sur différents groupes sociaux et sur les capacités organisationnelles. La fiche 6 présente les principaux enseignements tirés du travail d'analyse effectué au niveau local par Oxfam. La fiche 7 jette les bases d'une relecture et d'un réaménagement du programme compte tenu de ce qui a été appris quant à l'incidence du VIH/SIDA aux niveaux personnel et professionnel, sur le lieu de travail et au sein des communautés. La fiche 8 explique comment réaliser un audit interne de vulnérabilité. L'ensemble de cette documentation est disponible sur le site web d'Oxfam. On peut également se la procurer en écrivant à Oxfam, Postnet Suite 183, Private Bag X15, Menlo Park 0102, Pretoria, République d'Afrique du Sud.

- *SIDA, lutte contre la pauvreté et allégement de la dette: module de formation sur l'intégration des programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans les instruments de développement* (2001), par O. Adeyi, R. Hecht, E. Njobvu et A. Soucat, Département des politiques, des stratégies et de la recherche, ONUSIDA, Genève, http://www.unaids.org
  Ce module vise à enrichir la somme des connaissances qui aident analystes et décideurs à intégrer la lutte contre le VIH/SIDA dans les grandes priorités de l'action en faveur du développement et à mobiliser les ressources nécessaires à cette fin. Il doit servir à la formation des équipes dans les pays et de leurs partenaires issus des ONGs et des organismes donateurs aux niveaux national et sous-régional, afin qu'ils puissent mettre au point des outils efficaces pour préparer l'inclusion de programmes renforcés de lutte contre le VIH/SIDA dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP).

Glossaire

ANTIRÉTROVIRAUX

Médicaments utilisés pour lutter contre l'infection par le VIH. Il existe différentes catégories d'antirétroviraux correspondant aux différentes étapes du cycle du VIH.

SYNDROME D'IMMUNODÉFICIENCE ACQUISE (SIDA)

La forme la plus grave de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH). Le *Centre for Disease Control and Prevention* (CDC) des États-Unis a établi une liste des multiples infections opportunistes et néoplasmes (cancers) qui, en présence d'une infection à VIH confirmée, permettent de poser le diagnostic du SIDA. Il peut aussi exister des cas de présomption de la maladie lorsque le statut sérologique d'un individu par rapport au VIH est inconnu ou n'a pas été déterminé. C'est ce qui se produisait en particulier avant 1985, lorsqu'il n'existait pas encore de tests permettant de dépister la présence d'anticorps anti-VIH. En 1993, le CDC a inclus dans les critères de diagnostic du SIDA la numération des lymphocytes T CD4, dont un nombre inférieur à 200 par microlitre confirme la présence d'une infection par le VIH. Chez les sujets âgés de 5 ans et plus dont les défenses immunitaires fonctionnent normalement, la proportion de lymphocytes T CD4 se situe entre 500 et 1 500 par microlitre. Les personnes vivant avec le VIH/SIDA souffrent souvent d'infections touchant les poumons, le cerveau, les yeux et d'autres organes, qui s'accompagnent aussi fréquemment d'une perte de poids considérable, de diarrhée et d'un type de cancer appelé sarcome de Kaposi. Le SIDA étant un syndrome, il est impropre de parler de virus du SIDA.

TRAITEMENT ANTIRÉTROVIRAL

Traitement destiné à détruire ou à enrayer le développement d'un rétrovirus, en l'occurrence le VIH.

SPÉCIFICITÉS SEXUELLES OU SEXOSPÉCIFICITÉS

Ces termes font référence aux différences qui caractérisent les rôles joués par les femmes et les hommes et les relations qu'ils ont les uns envers les autres, telles qu'elles sont déterminées par des facteurs sociaux plutôt que par des considérations d'ordre biologique. Les rôles sexuels sont le fruit d'un processus d'apprentissage et de socialisation; ils varient beaucoup d'une culture à une autre et même au sein d'une même culture. De multiples facteurs tels que l'âge, le milieu socioprofessionnel, la race, l'appartenance ethnique, la religion et l'environnement géographique, économique et politique contribuent à l'acquisition des sexospécificités.

FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

Le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme a été créé en 2001. Il s'agit d'un partenariat indépendant entre secteur public et secteur privé dont le but est de mobiliser, de gérer et de distribuer des ressources supplémentaires en vue d'apporter une contribution significative et durable aux efforts déployés pour atténuer l'impact du VIH/SIDA, de la tuberculose et du paludisme dans les pays les plus démunis, tout en participant à la lutte contre la pauvreté dans le cadre des objectifs de développement du Millénaire. Avec plus de 2 milliards de dollars E.-U. d'engagements de contribution à ce jour, c'est le fonds le plus important qui ait jamais existé dans le domaine de la santé.

GROUPE À RISQUE

Ce terme est à utiliser avec précaution car il peut accentuer l'opprobre et la discrimination qui entourent l'infection. Il est aussi trompeur car il peut donner à tort un sentiment de sécurité à ceux qui ne se sentent pas visés par une notion aussi générale. D'autre part, parler de groupe à risque donne à penser que le risque en question est limité au groupe désigné, alors que dans la réalité tous les groupes sociaux ont des relations les uns avec les autres. Mieux vaut donc souvent employer des termes clairs tels que "rapport sexuel sans préservatif", "rapport sexuel non protégé" ou "échange de seringues" plutôt que de généraliser en utilisant l'expression "groupe à risque".

INFECTÉ PAR LE VIH

À distinguer du terme séropositif, qui désigne parfois un faux positif, en particulier chez les nourrissons jusqu'à l'âge de 18 mois; l'expression "infecté par le VIH" signifie généralement que la présence du virus a été décelée par un test sanguin ou cutané.

SÉRONÉGATIF

Se dit du test sanguin ou cutané qui ne révèle aucun signe d'infection par le VIH, par exemple qui ne permet pas de déceler la présence d'anticorps dirigés contre le VIH.

SÉROPOSITIF

Se dit du test sanguin ou cutané qui révèle des signes d'infection par le VIH, par exemple la présence d'anticorps dirigés contre le VIH. Les résultats des tests comprennent parfois des faux positifs.

VIRUS DE L'IMMUNODÉFICIENCE HUMAINE (VIH)

Virus qui a pour effet d'affaiblir le système immunitaire, et qui est à l'origine du SIDA. Comme l'abréviation VIH signifie "virus de l'immunodéficience humaine", il est impropre de parler de virus VIH.

INFECTIONS OPPORTUNISTES

Ensemble de maladies provoquées par divers organismes, dont certains sont normalement bien tolérés par les personnes dont le système immunitaire est en bon état. Les personnes qui vivent avec une infection par le VIH à un stade avancé souffrent d'infections opportunistes qui touchent les poumons, le cerveau, les yeux et d'autres organes. Les infections opportunistes fréquentes chez les personnes atteintes du SIDA sont notamment la pneumonie à *Pneumocystis carinii*, le sarcome de Kaposi, les cryptosporidioses, les histoplasmoses et d'autres infections parasitaires, virales et mycosiques, ainsi que certains types de cancers.

SOINS PALLIATIFS

Les soins palliatifs s'inscrivent dans une approche globale des maladies chroniques graves, particulièrement en phase terminale. Ils associent des thérapies actives et compassionnelles qui visent à aider et à accompagner les patients en fin de vie et leurs familles. Les soins palliatifs s'efforcent à la fois de soulager la douleur physique et de préserver la meilleure qualité de vie possible pour le patient, tout en reconnaissant le droit de celui-ci et de sa famille d'être informés et de prendre part aux décisions les concernant. Il s'agit d'une démarche interdisciplinaire qui accorde une place privilégiée au patient et à sa famille, et qui cherche à prendre en charge l'ensemble des besoins, y compris dans leur dimension affective et spirituelle.

PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH/SIDA

Lorsqu'on parle des personnes qui vivent avec le VIH/SIDA, il est préférable d'éviter certains termes: l'expression "patient souffrant du SIDA", par exemple, devrait être employée uniquement dans un contexte médical —la plupart du temps, une personne qui a le SIDA ne se trouve pas dans la position d'un patient; quant a l'expression "victime du SIDA", elle laisse entendre que la personne en question est incapable de se prendre en charge et n'a aucun contrôle sur sa propre vie. Mieux vaut donc utiliser "personne vivant avec le VIH/SIDA", car cela signifie qu'une personne infectée peut très bien continuer à vivre en se sentant bien et en menant normalement ses activités pendant de nombreuses années. Parler dans ce contexte de victimes innocentes —comme on le fait souvent pour les enfants séropositifs ou pour les personnes qui ont contracté le VIH à la suite d'un traitement médical— peut donner à penser que celles qui ont été contaminées d'une autre façon seraient en quelque sorte coupables. On s'en tiendra donc de préférence à "personnes vivant avec le VIH/SIDA", "personnes ayant contracté le VIH à la suite d'un acte médical", ou encore "enfants ayant le VIH".

TRANSMISSION PÉRINATALE OU DE LA MÈRE A L'ENFANT

Transmission d'un agent pathogène comme le VIH de la mère à son enfant avant, pendant ou après l'accouchement; 90 pour cent des enfants malades du SIDA ont contracté le VIH par l'intermédiaire de leur mère séropositive.

INFECTION SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLE

Également connue sous le nom de maladie vénérienne, selon une appellation ancienne employée en santé publique, ou maladie sexuellement transmissible. Les infections sexuellement transmissibles se propagent par transfert d'un agent infectieux d'un individu à un autre lors d'un contact sexuel. Outre les infections sexuellement transmissibles "classiques" —syphilis et gonorrhée— cette catégorie de pathologies regroupe désormais: i) le VIH, qui provoque le SIDA; ii) le lymphogranulome vénérien causé par *Chlamydia trachomatis*; iii) le virus du papillome humain ou papillomavirus (VPH); iv) l'herpès génital; v) le chancre mou; vi) les mycoplasmes génitaux; vii) l'hépatite B; viii) la trichomonase; ix) les infections entériques; x) les maladies ectoparasitaires, provoquées par des organismes qui vivent à la surface du corps de leur hôte. La complexité et la diversité des infections sexuellement transmissibles se sont considérablement accrues depuis les années 80: on dénombre actuellement plus de 20 organismes et syndromes dans cette catégorie.

PROFESSIONNEL(LE) DU SEXE

Terme préférable à ceux de "prostitué(e)" et de personne faisant le "commerce de son corps", qui sont connotés négativement. Le terme "professionnel(le) du sexe" ne comporte en soi aucun jugement et reconnaît le fait que certaines personnes vendent leur corps simplement pour survivre ou pour gagner leur vie.

TRANSMISSION

Le VIH se propage le plus souvent par contact sexuel avec un partenaire infecté. Le virus pénètre alors dans l'organisme à travers les muqueuses du vagin, de la vulve, du pénis, de l'anus ou, plus rarement, de la bouche. La probabilité de la transmission s'accroît si ces muqueuses comportent déjà des lésions ulcéreuses ou inflammatoires causées notamment par d'autres maladies sexuellement transmissibles. Le VIH se transmet aussi par contact avec du sang infecté, dans la plupart des cas, chez des personnes qui s'injectent de la drogue, du fait de l'échange d'aiguilles ou de seringues contaminées par de minuscules gouttes de sang contenant le virus. En outre, une mère infectée par le VIH peut le transmettre à son enfant pendant la grossesse ou l'accouchement, ou après la naissance pendant l'allaitement. Dans les pays développés, la transfusion sanguine et l'administration de produits sanguins ne sont plus une cause importante de contamination depuis que des mesures de dépistage et de traitement appropriées ont été adoptées.

Sigles

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
DSRP	Document stratégique de lutte contre la pauvreté
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
STF	Straight Talk Foundation
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres-contre-travail
VPF	Vivres pour la formation

Sources:

i) OMS—Département des médicaments essentiels et des politiques pharmaceutiques (EDM); Politiques, accès et utilisation rationnelle (PAR); Assurance qualité et sécurité des médicaments (QSM);

ii) ONUSIDA;

iii) *Department of Health and Human Services*, États-Unis.

Pour de plus amples informations, visitez notre site web:
www.wfp.org

Programme Alimentaire Mondial
Via Cesare Giulio Viola, 68/70
00148 Rome, Italie
Téléphone: +39-066513-2628 - Fax: +39-066513-2840
Courriel: wfpinfo@wfp.org

WFP
PAM
Programme Alimentaire Mondial